

L'APPROCHE TERRITORIALE AUX BIENS CULTURELS: AVANTAGES, CONFLITS, INNOVATIONS

Augusto Perelli / Italy

Introduction

L'approche proposée par les organisateurs de la Conférence d'ICOMOS montre et souligne l'importance de la prise en charge de la notion de "contexte" dans la définition, protection et valorisation des biens culturels.

En plus, le document de présentation précise clairement que la complexité de cette notion ne concerne pas uniquement les aspects physiques du problème.

Il s'agit d'une ligne de pensée qui, au fur et à mesure, accompagne l'évolution de la réflexion sur ce sujet tout au long de l'histoire de l'ICOMOS, et plus en général, du débat sur le patrimoine culturel, et qui montre, depuis un certain temps, des occasions de convergence avec les chercheurs provenant d'autres domaines, comme, par exemple, les «sciences du territoire», l'administration publique, l'agriculture, le tourisme, etc.

Tout en me situant dans la ligne de réflexion proposée par les organisateurs, je voudrais d'abord introduire quelques idées complémentaires :

- a) **que la notion de «contexte» peut et doit s'appliquer également aux biens culturels «qui voyagent», comme, par exemple, ceux issus des savoir-faire locaux.**
- b) **que les contextes ne sont plus à considérer uniquement comme «scénarios» dans lesquels se situent les biens culturels, mais qu'ils doivent devenir eux-mêmes l'objet de politiques de valorisation.**

Il faut donc, à mon avis, avancer vers une notion plus complexe de «territorialisation» des biens culturels, qui s'avère très riche en perspective et qui fait déjà l'objet d'expériences de valorisation assez prometteuses.

En suivant le schéma que j'avais proposé pour ma communication, je vais donc commencer par présenter, en synthèse, les contenus et les avantages que l'élargissement de cette notion peut produire sur les parcours de mise en valeur du patrimoine.

Le point de départ de cette réflexion fait référence aux avantages évidents qui sont offerts par la présence

simultanée, dans le même territoire, de biens culturels appartenant à différents "ensembles" (des biens classiques aux biens matériels identitaires), aux possibilités d'innovations socio-culturelles et de gestion qui permettent de tirer profit de cette simultanéité et des effets positifs liés à la nouvelle notion d'"identité culturelle territorialisée".

Sur le plan des phénomènes concrets, ce processus implique certains acquis que je me permets de rappeler brièvement :

- a) L'extension de la notion de "bien culturels" jusqu'à comprendre les savoir-faire locaux : des biens qui sont à la fois « locaux » et « universels » et qui doivent être traités, dans le cadre d'une approche théorique unitaire, mais selon des spécificités qu'il serait dangereux de ne pas prendre en compte.
- b) Dans toutes les expériences qui ont eu succès, la valorisation des biens matériels identitaires produit des effets culturels, bien sur, mais à la fois sociaux, économiques, institutionnels et d'image, non négligeables.

Il faut donc développer des capacités de mettre en place des politiques de valorisation spécifiques aux différentes typologies de biens appartenant au même lieu et à la même culture, mais en mesure de profiter au territoire d'origine dans son ensemble.

Ceci implique **remettre les sociétés locales dans la pleine possession de leurs propres ressources**, ce qui ne signifie ni un retour aux tentations du provincialisme, ni le risque de marginalisation culturelle ou de myopie politique. Bien au contraire, il s'agit de la reprise d'une idée qu'on retrouve tout au long de l'histoire : **l'évidence que, depuis toujours, les biens culturels sont «universels», sans cesser d'être le produit des cultures «locales».**

L'exemple de la céramique est éloquent : ce qu'on pourrait appeler l'«universalité de la terracotta» n'est que le résultat des profondes influences, entre autres, que la céramique chinoise et japonaise a exercé sur la céramique européenne, grâce aux échanges mis en place par le commerce maritime à partir du XIV^e siècle. Ces échanges n'ont nullement appauvri ni aplati la grande créativité et originalité des céramistes d'extrême orient, mais ont joué, au contraire, un rôle fondamental sur l'évolution de la

céramique européenne, qui n'est pas devenue « chinoise » pour autant.

Cet un exemple qui peut très bien être élargi à d'autres biens identitaires, à partir des tissus, du fer forgé, etc.

Etant liés à la vie quotidienne, les biens culturels issus des savoir-faire sont universels mais pas éternels : au contraire, ils sont soumis à des processus d'obsolescence, qui peuvent devenir très aiguës, comme le montre le déclin, voir le risque de disparition, de nombre de ces biens dans plusieurs régions.

Ils ont donc besoin d'un processus continu d'innovation, à la fois technique, formelle et culturelle.

En effet, l'expérience de ces dernières décennies a montré que, là où il n'y a pas eu d'effort commun en vue de valoriser les savoir-faire, le résultat n'est pas la stagnation de ces derniers, mais les risques de leur disparition, comme ce fut le cas, entre autre, d'une bonne partie de la production textile traditionnelle.

Ceci confirme l'hypothèse, qui est à la base de notre approche, qu'en matière de savoir-faire, et, plus généralement, de patrimoine culturel, **«il n'y a pas de conservation sans valorisation»**

La question de l'innovation joue, en effet, un rôle majeure, étant l'innovation la dimension historique constante de l'évolution des biens culturels, mais, en même temps, leur point faible : souvent cette innovation a été interprétée uniquement comme «innovation technique», agissant négativement sur les capacités et la créativité des producteurs – avec perte d'identité et, bien sur, de postes de travail – ou, de l'autre côté, comme évolution du goût pour répondre aux nouvelles tendances internationales, avec un déclin, souvent grave, dans la relation étroite avec «les lieux», base historique de l'identité culturelle.

De façon symétrique, le recours immuable à la «tradition», en nom de cette même appartenance, n'a pas fait toujours du bien : dans les faits, l'évolution technique et les séductions de la modernité ont fini par s'imposer sur une interprétation de la tradition incapable de s'adapter aux grandes transformations socio-économiques. Plutôt que de les anticiper, ou les accompagner, comme souvent s'est passé dans l'histoire.

Nous sommes tous au courant que, dans plusieurs villes et régions, la réflexion autour de la relation tradition-innovation est en cours, et apparaît cruciale pour établir l'évolution future du patrimoine.

Je me permets d'insister ici sur l'importance de cette réflexion, en soulignant que la nature de l'innovation réside dans la **reprise de la relation établie entre innovation, patrimoine et traditions locales**. C'est là que réside le travail d'innovation, qui consiste à transformer et élargir ce patrimoine sans le reproduire à l'infini et sans le dénaturer, actions d'autant plus difficiles dans le cadre d'échanges de savoirs entre les acteurs locaux (producteurs, chercheurs, pouvoirs publics, institutions...), au niveau incontournable du passage de l'échelle locale à l'échelle régionale et inter-régionale.

La question qui se pose alors est celle de la réussite ou de l'échec de telles initiatives et des conditions dans lesquelles elles se produisent

La réponse à cette question, stratégique pour le succès des actions de développement fondées sur la valorisation des patrimoines locaux, renvoie à l'hypothèse implicite qu'il existe une grande diversité de situations entre les différents lieux concernés, à la fois pour l'identification et la compréhension des actions innovatrices et pour parvenir à dresser la typologie plus adaptée au système d'échanges.

Cette diversité exige la mise en place d'une approche territoriale aux actions de valorisation qui doit, au-delà des secteurs, appréhender de façon plus précise les actions et les comportements innovateurs qui ne pourraient être identifiés ni dans une approche strictement locale, ni dans une perspective rigidement sectorielle.

L'approche territoriale permet également de lier les aspects structurels et culturels des patrimoines locaux à la dimension environnementale des processus de production et de valorisation, l'impact de certaines productions locales identitaires sur les ressources naturelles et la santé humaine étant malheureusement connu. La dimension environnementale devrait donc être soigneusement prise en compte, à la fois dans l'analyse des systèmes de production existants et, en même temps, dans l'élaboration des actions de valorisation.

Toutes ces préoccupations devraient être au cœur des projets de valorisation élaborés à partir des situations locales, mais dans la perspective de l'ouverture d'une phase d'échanges et, si possible, de partenariat : des actions assez complexes pour essayer de répondre à des situations locales très diversifiées, mais en même temps axées sur la perspective de programmes communs à plusieurs régions, concernées par des problèmes similaires.

Dans ce cadre les programmes de valorisation deviennent

un ensemble cohérent de stratégies visant la valorisation des savoir-faire, à travers des actions collectives, concrètes, mesurables et partagées.

c) Territoire et pouvoir

J'ai évoqué, tout à l'heure, l'idée que les politiques de succès dans le domaine de la valorisation des biens culturels identitaires, ont provoqué des retombés, y compris institutionnelle, sur l'ensemble du contexte territorial impliqué, et ceci surtout dans le cadre d'une approche qui a essayé **de considérer de façon unitaire la définition des politiques de valorisation et les conditions de leur gestion.**

Cette liaison est également une composante fondamentale de la nouvelle territorialité évoquée en précédence, qui ne pourra pas exister sans une redéfinition politique, culturelle et institutionnelle du **rôle des villes** en tant qu'acteurs principaux des politiques de valorisation du patrimoine.

L'expérience de revitalisation du patrimoine historico-culturel suppose un nouveau rôle et un nouveau dynamisme de la part des acteurs locaux et, en particulier, du pouvoir politique local (Municipalités) en qualité de promoteurs et de gérants du processus de développement aussi bien que de coordinateurs des activités lancées par d'autres sujets.

Malgré les maux chroniques dont il souffre dans plusieurs régions du monde (insuffisance de pouvoir politique, difficultés des finances locales, pénurie de ressources humaines, etc.), aujourd'hui le gouvernement local est appelé à jouer un rôle tout à fait nouveau, aussi bien dans ses fonctions traditionnelles de gouvernance, qu'en tant que partenaire d'autres acteurs locaux et des institutions internationales. Ce dernier aspect est d'autant plus important, au fur et à mesure qu'avancent les opportunités et les possibilités de participation aux différents « réseaux de villes » mis en place au niveau international, que dans le cadre de la coopération décentralisée lancée, par exemple, par la Conférence de Barcelone, qui reconnaît les institutions locales comme autant des partenaires directs des institutions communautaires.

Dans ce domaine, l'expérience et l'activité de la Conférence Permanente des Villes Historiques de la Méditerranée a montré que la thématique de la sauvegarde et de la gestion du patrimoine, tout en se référant à l'irréductible individualité des situations locales, peut tirer profit d'une organisation transnationale des activités de valorisation, dans lesquelles les villes, et les autres institutions locales, étant confrontées à une problématique commune, peuvent atteindre leur objectifs et développer leur

capacités, visant à l'harmonisation des programmes et des politiques d'intervention.

Comme on le sait, il existe un haut degré de connexion entre la mise en valeur du patrimoine culturel et l'amélioration de la qualité de vie dans les villes.

En même temps, la « culture » internationale reconnaît au patrimoine historique une valeur fondamentale de ressource économique, et fait appel à des actions de réhabilitation visant non seulement des objectifs de promotion culturelle, mais également de dynamisation socio-économique et productive. Par conséquent, les objectifs d'intégration des aspects socio-économique, environnementaux, culturels dans le cadre de politiques de valorisation, implique également une liaison étroite entre la problématique de la sauvegarde du patrimoine, le rôle des sociétés locales comme acteurs de gestion du territoire et leur fonction d'articulation entre les décisions du niveau national-international et les exigences de vie et de participation démocratique des populations locales.

Dans ce domaine, je me permets de faire référence à l'expérience personnelle menée dans le cadre de la réhabilitation et de mise en valeur de la Vieille Ville de Ramallah : dans cette expérience, la valorisation des biens matériels identitaires a été replacée dans le contexte de la restauration et récupération du patrimoine architectural, ainsi que dans le cadre de la mise en valeur de l'ensemble du savoir-faire. Cette approche a permis d'interpréter de façon tout à fait innovante le thème de la « re-construction » de l'institution municipale en tant qu'acteur principal de gestion du territoire ; l'originalité de la situation palestinienne à propos, entre autre, de la condition institutionnelle des villes, n'a nullement empêché de tirer de cette expérience des indications assez utiles pour d'autres contextes. Mais bien au-delà des résultats spécifiques, cette expérience a permis d'établir des procédures à mettre en place pour assurer l'efficacité des processus de mise en valeur du patrimoine de la ville dans son ensemble.

Mais, en revenant au discours plus général sur notre thème, l'hypothèse de départ des actions citées était basée sur un certain nombre d'acquis synthétiquement indiqués comme suit:

1. La reconnaissance de l'utilité et de l'importance des leçons tirées des expériences réussies, ne doit pas se traduire par un pur et simple transfert d'expériences, connaissances, modèles et techniques, mais par la mise en place d'un parcours de partenariat avec d'autres villes « de succès ».

2. La mise en place d'actions de valorisation doit coupler

l'activité de recherche à la mise en place de projets-pilote, à la fois spécifiques au domaine du savoir-faire et, en même temps, compatibles avec les caractéristiques des identités culturelles locales.

3. La mise en oeuvre de politiques de valorisation du patrimoine ne pourra se faire qu'à travers la participation d'une pluralité d'acteurs, institutionnels et non institutionnels (collectivités locales, associations de citoyens et de producteurs, Chambres de Commerce et de Métiers, Universités et Centre de Recherche Technique et pour l'Innovation, etc.). Le rapport de tous ces acteurs avec les institutions publiques locales représente le nœud crucial d'un «pacte», visant à intégrer les différentes instances économiques, culturelles et sociales dans un programme unitaire de valorisation du patrimoine

L'objectif de base de ces programmes de valorisation du patrimoine est celui de permettre aux régions et villes pauvres de tirer partie de leur patrimoine culturel, souvent important, mais encore plus souvent en déclin. Ainsi, par exemple, des pays producteurs de biens identitaires de grande qualité rencontrent de sérieuses difficultés à valoriser leur production faute de connaissance, de savoir-faire, de design des produits, d'accès aux technologies et au marché, et ce malgré la présence d'une tradition millénaire. Ceci concerne également les productions de bien agro-alimentaires, composante cruciale des identités culturelles. D'autre part, les réussites parfois éclatantes de certains pays et régions du monde dans la dynamisation et l'intégration économique de ces filières, ouvrent un champ prometteur de coopération.

Sur le plan des résultats socio-économiques de cette stratégie de valorisation les effets sont multiples, au-delà même de la dimension culturelle: création d'emplois et d'activités, création d'infrastructures territoriales, protection et valorisation du territoire, croissance des exportations, de la consommation des ménages et partant réduction des importations dans des situations normalement déficitaires en terme de devises. D'autres bénéfices substantiels, par ailleurs, découlent de l'impulsion donnée aux acteurs locaux liés à l'information et à la communication, outils indispensables pour la dynamisation du patrimoine local. La Déclaration de Barcelone, par exemple, a souligné le rôle crucial de ces outils dans la dynamisation des systèmes productifs des pays pauvres, qui montrent également un apport non négligeable dans le domaine stratégique de la formation des hommes et de l'émergence des nécessaires capacités scientifiques et technologiques, qui pourraient, en perspective, favoriser la réduction des écarts de productivité et de revenu entre les différentes régions du monde.

d) Toutes ces expériences sont complétées, de nos jours, par la mise en place de « réseaux de villes » ayant pour but la valorisation des patrimoines locaux.

Il s'agit d'une véritable « innovation culturelle », mais également institutionnelle et économique, qui situe les villes au cœur des programmes de valorisation du patrimoine local, en assurant, en même temps, la présence d'un acteur institutionnel qui garantit la qualité, l'identité et l'originalité des biens culturels.

Nombre d'expériences engagées démontrent qu'il existe des perspectives de coopération très prometteuses entre les villes mobilisant les patrimoines culturels locaux.

Sous le plan scientifique, le but de ces actions est donc, à la lumière des développements théoriques et pratiques rapidement évoqués ci-dessus, de déterminer, à partir des enseignements des « success stories », les trajectoires possibles de ré-appropriation et de dynamisation des patrimoines culturels locaux, surtout dans les régions défavorisées, selon les diverses situations présentes.

Si la capacité d'innovation peut parfois résulter de décisions externes, l'expérience montre néanmoins que la croissance purement induite de l'extérieur a peu de chance de déboucher sur un développement soutenu à long terme, sans l'implication véritable de la structure socio-économique locale. Là, au contraire, où le **milieu innovateur** joue le rôle de « microcosme » et où les ingrédients considérés comme sources de développement et de changement agissent « in vitro », fortement stimulés par la proximité spatiale et par les homogénéités culturelles et économiques, le développement local a su tirer profit de nombreuses synergies : la capacité d'innovation locale dynamisée par les processus d'imitation, les interactions entre agents locaux différents, le partenariat public-privé dans les domaines des infrastructures et des services, les interactions entre centres de recherche et utilisateurs potentiels d'inventions, la coopération fournisseur-utilisateur ; autant de facteurs, donc, qui réduisent les éléments d'incertitude caractéristiques des processus d'innovation, surtout dans les régions défavorisées, tout en minimisant les obstacles au changement économique et en renforçant la créativité de l'environnement local.

La spécialisation peut jouer un rôle important dans ce domaine, comme le montre l'expérience menée par le réseau des « villes de la céramique ».

Cette association, démarrée en 1980 dans le but de promouvoir et sauvegarder les productions de la céramique artistique, à l'époque limitées à l'Italie - pays d'origine de l'association - a eu le mérite de provoquer un processus de participation à ce parcours, élargi au niveau international,

(pour le moment de proximité) où les différentes villes, qui appartiennent à des ensembles nationaux avec des caractéristiques spécifiques, se retrouvent autour d'un programme de valorisation partagé. Ceci concerne, à l'heure actuelle, la définition des marques de qualité au niveau international, une façon coordonnée d'aborder les contraintes des différentes législations nationales, la promotion d'initiatives conjointes (expositions, foires, musées, etc.), la mise en place d'expériences de formation en commun, dans lesquels toutes les villes peuvent jouer un rôle qui correspond à ses propres caractéristiques et à ses propres désirs.

Un élément intéressant d'innovation consiste – ce n'est qu'un exemple - dans la création d'un Comité qui évalue si les productions locales méritent d'obtenir la marque de qualité, en soulignant, par ce biais, la légitimité du Réseau d'auto-évaluer la qualité, l'originalité, l'identité des productions issues du savoir-faire local.

Cette approche permet aux céramistes associés dans ce cadre de se confronter, et, en même temps, de réagir à la diffusion au niveau mondial de produits standardisés, répétitifs, et faussement identitaires.

La **proximité** joue également un rôle clé en raison de plusieurs facteurs : l'existence de ressources locales de capital humain quasi immobiles, au-delà du milieu local, mais hautement mobiles en son sein; l'existence d'un réseau intriqué de contacts notamment informels entre acteurs locaux; la présence de savoirs, parfois tacites et marginalisés, mais latent et tout à fait susceptibles de revalorisation ; enfin, la proximité est source de synergies en raison de la «communauté d'environnement», notamment culturelle, psychologique et même politique.

Cette notion de proximité est aujourd'hui re-interprétée dans un contexte qui assume de façon dynamique la notion de territoire: il ne s'agit plus uniquement d'une proximité entendue en tant que contiguïté territoriale mais d'une «proximité de réseau», introduisant, par ce biais, la notion de réseau de ville comme un «**nouveau territoire virtuel**», qui permet, globalement, la mise en place d'actions conjointes visant le même objectif.

C'est une autre façon, pas moins intéressante à mon avis, d'interpréter, dans le domaine du savoir-faire, l'idée des «routes du patrimoine» dont on parlera dans une autre section de ce Séminaire : l'idée de «territoire identitaires virtuels», tout en faisant référence aux positivités contenues dans la notion et les expériences des routes, élargie la dimension territoriale jusqu'à comprendre des «territoires» identifiés sur une base culturelle plus complexe.

C'est ce mécanisme d'efficacité collective qu'il s'agit de promouvoir dans le cadre de la création de réseau associant régions développées et régions défavorisées, permettant la mise en commun des succès enregistrés dans certains pays et en même temps la recherche des conditions sous lesquelles les politiques publiques peuvent conjuguer valorisation du patrimoine culturel et développement socio-économique local.

Avec la crise des finances publiques, et donc l'affaiblissement du rôle de l'Etat, surtout dans les pays pauvres, le développement local et régional, à travers la mise en place des institutions appropriées, devient une véritable urgence, la seule en mesure de créer les emplois nécessaires à une force de travail en accroissement rapide.

Dans ce cadre, les productions identitaires et de qualité, surtout dans le domaine agro-alimentaire, ont un rôle crucial à jouer, compte tenu de l'importance des populations vivant de l'agriculture et y travaillant. La dynamisation de ces filières, notamment à travers la création d'appellations contrôlées, la mise en place de politiques de recherche-développement au plan local, mais également de politiques de financement, de formation et de marketing, s'impose.

Bref, il s'agit de mettre en oeuvre un mécanisme de développement ayant fait ses preuves ailleurs et dont l'efficacité résulte de la promotion d'un vaste ensemble d'initiatives locales et régionales, voir nationales, dans des domaines où très souvent les Etats sont absents, en dépit de leur fonction primaire de pourvoir à tous les besoins des citoyens. Ce processus dynamique, à travers la diversification de l'offre locale, l'émergence d'entrepreneurs locaux, la création d'emplois, la valorisation des ressources endogènes, la promotion de mécanismes de formations appropriés et l'élargissement des marchés internes, aideront fortement à l'émergence des partenaires et acteurs locaux, émergence qui est à la base des perspectives de « convergence », souhaitées par la plupart des documents issus des organismes internationaux de développement et de coopération.

e) Territoire et innovation

Cette question constitue le nœud théorique et pratique de l'*approche territoriale à l'innovation*, qui doit, au-delà des spécificités locales, appréhender de façon plus précise les actions et les comportements innovateurs, qui ne pourraient être identifiés dans une perspective strictement sectorielle.

Cet accent mis sur l'innovation territoriale offre d'autres avantages:

- a) le territoire est une catégorie pertinente d'analyse de

l'organisation de la production culturelle et des changements qui l'affectent;

- b) il facilite la recherche pluridisciplinaire dans la mesure où le territoire est une plate-forme commune et le point de départ d'appréhension de la capacité d'apprentissage et d'adaptation des différents espaces locaux suite au défi de l'innovation;
- c) il fournit des indicateurs des processus de transformation économique tels que les relations de coopération, (ou de conflit) entre le système productif, le système socio-culturel et le système institutionnel, le degré de compétence des savoirs locaux, le rôle des institutions locales spécifiques qui interviennent en appui du développement économique, etc.

La formation des réseaux de villes, évoquée plus haut, permet d'introduire, de façon emblématique, la question de l'innovation à côté du thème des conflits engendrés par les « innovations » cités, qui concernent les différents aspects du développement

Les programmes de réhabilitation des villes historiques ont en effet fait exploser la contradiction latente, et le conflit institutionnel existant depuis toujours, entre pouvoirs centraux et locaux, en tant qu'aspect spécifique, mais crucial, du niveau plus général des contradictions implicites dans la **relation territoire-pouvoir**.

Dans la réhabilitation des villes historiques, les actions mises en place visent, d'habitude, à mieux cerner la problématique complexe de l'habitat dans les centres historiques, là où les politiques courantes privilégient les programmes de rénovation sans que ne soit pris en compte les exigences majeures du développement économique, culturel et social. De passage, j'observe que les tissus urbains des villes historiques sont également, au-delà de leur patrimoine architectural, les lieux où, de façon quasi miraculeuse, une partie importante du savoir-faire local est encore conservée.

L'existence de ces vastes tissus urbains historiques, marginalisés et en décrépitude, souvent non protégés et non conservés, devient également stratégique tant du point de vue aussi bien de l'habitat, de l'urbanisme et du savoir-faire, mais constitue tout à la fois une ressource importante et une charge très lourde pour l'administration locale. Cependant, la solution de ce problème apparaît fondamentale pour aborder de manière globale et efficace la question de l'ensemble du patrimoine culturel des villes.

Il nous semble important de souligner le caractère innovateur de cette démarche par rapport aux politiques

traditionnelles dans le domaine de la rénovation du patrimoine historique. En effet, l'objectif de la valorisation de l'ensemble des savoirs locaux, en tant que composante du patrimoine culturel plus général, permet de tirer parti de ces savoirs largement répandus comme instruments pour la définition de problématiques globales et intégrées des zones historiques des villes, au delà d'une approche habituellement axée sur les problématiques "par bâtiment" ou "par ensemble monumental".

La complexité et la précarité de la situation souvent existante dans le contexte des « vieilles villes » du monde entier, exigent une approche plus fine et approfondie, susceptible de mieux favoriser l'intégration, sans en compromettre la diversité, et tout en identifiant, comme cadre de référence, un domaine territorial plus étendu que celui strictement urbain.

Dans ce cadre, les programmes de rénovation des Vieilles Villes sont souvent confrontés à un **ensemble très complexe de contradictions**: tout d'abord avec les habitants, pour lesquels la transformation des conditions techniques et hygiéniques de l'habitat, aujourd'hui inacceptables, entraînerait leur expulsion de ces quartiers mêmes, une fois qu'on les aurait re-qualifiées. Ce conflit, déjà difficile à résoudre dans les zones et dans les pays où les Municipalités disposent de ressources leur permettant d'assister des populations locales démunies, paraît insoluble dans des régions où les Municipalités ont peu de pouvoir et peu d'argent.

La deuxième contradiction tient au fait que les Municipalités, sujets promoteurs du processus de rénovation et de transformation des Vieilles Villes, risquent de devenir les premières victimes de ce processus: en effet, l'impossibilité de la part des Municipalités, pour des raisons bien connues, de lancer, gérer elle-même et faire respecter un programme de rénovation inspiré de critères sociaux et économiques précis, fait en sorte que les mêmes Municipalités se retrouvent pratiquement à la merci du "marché" et de ses lois, où les opérateurs privés peuvent faire prévaloir leurs intérêts personnels en tant qu'entrepreneurs.

D'où la probabilité d'un **conflit permanent**, ou, dans le meilleur des cas, d'un équilibre instable entre sujet public et opérateurs privés, renforcé par l'absence d'institutions sociales régulatrices.

Cependant, la rénovation de cette partie importante du patrimoine permettrait également de mettre en place de vastes programmes d'auto-construction assistée, auxquels pourraient participer aussi bien les acteurs traditionnels

(publics et privés) des transformations urbaines que les nouveaux sujets (individuels ou associés), en mesure d’y retrouver un espace autonome et cohérent d’intervention, dans le cadre des politiques mises en place par le gouvernement local.

Cette stratégie devrait permettre à termes de conforter le sujet public local, dans son rôle de coordinateur des initiatives, actuellement en crise en raison des problèmes et des carences qui ont caractérisé le gouvernement local des villes, surtout des pays pauvres, dans les dernières années.

En effet, au cours des dix dernières années, et ce de façon croissante, une transformation profonde du rôle de l’administration locale est intervenu.

Cette dernière n’est plus seulement une entité fournissant des services, mais un sujet promoteur et gestionnaire du développement local.

Il s’agit d’un changement stratégique, dont témoigne la nouvelle considération dont les organismes internationaux font preuve vis-à-vis des institutions locales.

Même si cette évolution est source aujourd’hui, comme cela a été précisé, des contradictions évidentes, le gouvernement local est appelé non seulement à participer au développement local au même titre que les autres acteurs, mais également à le soutenir, à le coordonner et à le parrainer dans un contexte où la “compétitivité croissante entre territoires” fait de l’administration locale l’élément de référence crucial pour la mise en place des milieux innovateurs et des réseaux d’acteurs y afférant. (Petites et moyennes entreprises, coopératives et groupements d’artisans, associations de chercheurs et techniciens, etc.)

En outre, si on considère le rôle décisif que joue l’administration publique dans l’aide à la promotion des productions locales dans les régions “de succès”, ainsi que le soulignent les expériences et la littérature disponible, il est des lors évident que cette administration locale est incontournable pour le développement. (voir, entre autres, les actions de réhabilitation et de mise en valeur de l’ancien quartier juif de Girona, Espagne)

Dans cette perspective, les activités de coopération internationale dont il est question, outre les effets directs sur la valorisation du patrimoine historico-culturel des villes, pourront également se révéler des plus efficaces quant au renforcement des autonomies et des pouvoirs locaux.

Le thème de la “territorialité” du patrimoine est traité par rapport aux avantages socio-économiques offerts par la présence simultanée, dans le même territoire, de biens culturels appartenant à différents “ensembles” (des biens classiques aux biens matériels identitaires), aux conflits potentiels entre pouvoirs centraux et pouvoirs locaux concernant la gestion de ces territoires, et à l’exigence d’innovations socio-culturelles et de gestion, pour tirer profit des effets positifs de la nouvelle notion d’“identité culturelle territorialisée”.

Abstract